

Et si on parlait des vrais sujets ?

Pour cette campagne présidentielle, Anne Hidalgo fait le pari de l'intelligence : que les électrices et les électeurs se déterminent par rapport à un projet, à des propositions et non sur des petites phrases.



Réunir la France

C'est le sens de la campagne de tracts qui vient de commencer et qui invite les Françaises et les Français à s'emparer des sujets de la vie quotidienne, comme le logement, le pouvoir d'achat ou l'éducation.

Savoir si le drapeau européen peut, ou non, flotter quelques jours sur l'Arc de Triomphe n'intéresse pas grand monde. En revanche, savoir où? Comment? Et par qui on pourra se faire soigner sont des questions que trop de personnes sont obligées de se poser. En effet, plus de 9 millions de Français vivent dans un désert médical. Rien que pour l'année 2020, le gouvernement a supprimé 5 700 lits d'hôpitaux.

C'est un véritable plan Marshall de l'Hôpital public qu'annonce Anne Hidalgo en prévoyant le recrutement de 25 000 infirmiers ou aides-soignants, de 5 000 techniciens agents hospitaliers ou la formation de 15 000 médecins et 1 250 sages-femmes par an.

À cela, il faut ajouter une réforme profonde du mode de financement ainsi que de la gouvernance des hôpitaux en augmentant significativement la place des élus.

Aujourd'hui, le SMIC n'est supérieur que de 100 euros au seuil de pauvreté. En cinq ans, le pouvoir d'achat de certains agents du service public a enregistré une baisse pouvant atteindre 5%.

Anne Hidalgo propose d'augmenter immédiatement le SMIC de 15% et d'engager des négociations sur les salaires dans les branches professionnelles.

100 000 familles, qui peuvent prétendre entrer dans le parc de logement social, sont actuellement inscrites sur liste d'attente. Un Français sur cinq subit la précarité énergétique. Pour permettre à chacun de se loger décemment, Anne Hidalgo propose de mettre en place une garantie, afin qu'aucun ménage ne soit obligé de consacrer plus d'un tiers de ses revenus pour son loyer. L'encadrement des loyers dans les zones tendues sera généralisé et un vaste plan de rénovation énergétique des logements sera engagé.

Aujourd'hui, l'avenir des lycéens est décidé par les algorithmes de *Parcoursup*. Chaque année, 100 000 jeunes décrochent du système scolaire. C'est vers eux que doivent se porter les efforts. Ils doivent être accompagnés par des professionnels de l'orientation qui doivent leur proposer des formations correspondant à leurs aspirations.

Se soigner, gagner sa vie, se loger, assurer l'avenir de nos enfants... Voilà les vrais enjeux pour des millions de Françaises et de Français qui attendent de cette campagne présidentielle une confrontation d'idées et de propositions, plutôt qu'une surenchère identitaire totalement décalée de leur vie quotidienne.

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 13/01/2022

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

« Wokisme »

A lors que les associations caritatives nous alertent sur l'augmentation du nombre d'étudiants qui ont besoin d'aide alimentaire pour se nourrir, Jean-Michel Blanquer ne trouve rien de mieux à faire que de parrainer un colloque sur le « wokisme » qui constituerait, selon lui, une menace pour l'Université française.

C'est bien pratique de lancer dans le débat des termes comme « wokisme » ou « cancel culture ». D'une part, peu de monde comprend vraiment de quoi il s'agit puisque ces termes décrivent des comportements essentiellement américains. Et d'autre part, désigner « des ennemis de l'intérieur » permet de s'exonérer de toute remise en question.

Car ce n'est pas le « wokisme » qui menace l'Université française, mais bien le manque d'ambition de ce ministre qui a bien trop peu investi pour améliorer les conditions d'étude des étudiants.

Fiers d'être solidaires

On avait pourtant pu en avoir un avant-goût lorsqu'elle était dans l'opposition, mais l'arrogance de la droite départementale ne manque pas de surprendre. La session du mois de décembre consacrée au débat d'orientation budgétaire a permis d'en mesurer l'ampleur.



« Nous sommes fiers d'être solidaires »

Le mot fierté peut s'entendre dans au moins deux acceptions du terme, a rappelé Kévin Faure, co-président du groupe *Finistère et solidaires*. On peut, par exemple, être fier de porter des valeurs, comme le Département du Finistère, fier, jusqu'à l'année dernière d'être solidaire.

Mais le mot fierté peut prendre un autre sens, quasiment opposé, quand il décrit quelqu'un qui se considère comme supérieur, à l'image des aristocrates du Léon, qui, sous la III^e et la IV^e République, considéraient que le pouvoir leur revenait toujours de droit.

« Pour confirmer l'abandon du projet de Centre National des Phares sur le port de Brest, vous avez utilisé ce mot de fierté ! », a rappelé Kévin Faure au président du Conseil départemental. « À savoir si cela indique que vous êtes d'un " caractère supérieur aux autres " ou animé d'un " sentiment d'honneur ". »

« Notre littoral concentre le plus grande densité de phares en Europe. »

« Fier de confirmer votre absence d'ambition pour les enjeux de maritimité dans notre Département ? Fier de confirmer une perte sèche de plusieurs millions d'euros par le Conseil départemental : entre le coût de la démolition, le coût de l'indemnisation des nombreux marchés publics passés avec des entreprises du bâtiment... cet argent sera versé à perte !

Cet abandon brutal et unilatéral c'est conserver une forte dépense de la part du Conseil départemental (entre 5 et 7 millions d'euros), sans conclusion d'un vrai projet, ni livraison de quelconque bien... »

Le littoral et les îles finistériennes concentrent pourtant la plus grande densité de phares et balises d'Europe.

Compte tenu de sa position géographique exceptionnelle, le

Finistère est à la pointe européenne et mondiale dans l'expertise et la recherche sur l'observation et la préservation des Océans avec le *Campus mondial de la Mer*, *Ifremer*, le *SHOM* etc.

« Malgré cela, vous persistez à rompre un lien fort qui existe entre notre territoire et la maritimité. Dont acte ! Pas de quoi en être fier, sincèrement », a regretté Kévin Faure.

Cette absence d'ambition est heureusement contrebalancée par une note plus positive : le Finistère a enfin obtenu une juste reconnaissance avec l'inscription des ports de Brest et Roscoff dans le RTET - Réseau TransEuropéen de Transport. **« Cela est une excellente nouvelle qui permettra, au-delà de Brest et Roscoff, d'être une nouvelle porte européenne d'accueil et là aussi témoigne de la reconnaissance de notre territoire comme un lieu d'excellence dans le domaine maritime », s'est félicité Kévin Faure.**



Un projet ambitieux abandonné à Brest

Une force de propositions



Les élu.es du groupe *Finistère et solidaires* se situent très clairement dans l'opposition départementale. Ils et elles dénonceront toujours la majorité lorsqu'elle stigmatise les allocataires des minima sociaux ou remet systématiquement en cause les droits des mineurs isolés.

Mais l'opposition n'est crédible que si elle propose. C'est exactement ce qu'ont fait les élus de Gauche en présentant dix propositions pour améliorer la vie quotidienne des Finistériennes et des Finistériens.

Alors que 25% des jeunes de 18 à 25 ans connaissent des difficultés financières, les élus de Gauche proposent d'expérimenter le revenu de base. Il irait de pair avec un accompagnement renforcé, il serait automatique dès 18 ans et dégressif en fonction des revenus d'activité.

Chef de file dans le domaine de l'action sociale, le Conseil départemental devrait jouer un rôle de médiateur pour corriger les injustices du Ségur de la santé qui a laissé de côté des milliers de salariés du secteur médico-éducatif, comme le dénonce depuis des mois dans le Finistère le collectif employeurs associatifs-syndicats. Les élu.es *Finistère et Solidaires* proposent d'organiser des états-généraux du médico-social réunissant tous les acteurs afin de trouver des solutions pour favoriser les recrutements et éviter les fermetures de places.

Le Finistère compte environ 100 000 aidants familiaux. Ces personnes doivent être soutenues et accompagnées et des solutions de répit doivent rapidement être imaginées.

Alors que le début de l'année a malheureusement été marqué par plusieurs féminicides, les élu.es *Finistère et solidaires* proposent d'augmenter le soutien du Département aux victimes en affectant au moins une ou un agent.e du Conseil départemental par pays, en soutien aux assistant.es sociales qui interviennent déjà dans les commissariats.

Une vie au service des autres

Militant syndical et politique, élu local, Jean Mobian, qui nous a quitté le 23 décembre, a consacré sa vie à l'action collective au service des salariés et de ses concitoyens.

Né en 1937, Jean Mobian est entré à l'Arsenal en 1955. Adhérent à la CFTC, il rejoint logiquement la CFDT en 1964. «**Nous avons été responsables de la CFDT Arsenal pendant sept ans**», se souvient Tino Kerdraon. «**Il a commencé en décembre 1968 et moi en novembre. Il a joué un rôle très important au niveau interprofessionnel et à l'Union départementale, où il était chargé de la formation, mais aussi au plan national. Ensuite, nous avons partagé les mêmes bureaux au service hygiène et sécurité entre 1983 et 1989.**»

C'est en 1973 que Jean Mobian rejoint le Parti Socialiste, mais soucieux de ne pas mélanger les engagements syndicaux et politiques, il ne s'engage qu'en 1983 en se

présentant aux élections municipales à Guilers, sur la liste menée par Alix Vourch.

Dans les années 90, avec François Cuillandre, il participe au secrétariat fédéral, en charge de la formation.

En 1985, il se présente aux Cantonales contre Jacques Berthelot, encore maire de Brest à ce moment.

Après un mandat passé dans l'opposition, en 1989, il se présente cette

fois comme tête de liste et rassemble 40% des suffrages.

Il faut attendre 1995, pour que sa liste l'emporte avec 52% des voix. Il devient ainsi le premier maire de Gauche de Guilers et nomme comme premier adjoint, André Hili, lui aussi décédé il y a quelques semaines seulement. Les Guilériens se souviennent qu'il fut à l'origine de l'ouverture du centre socioculturel l'Agora, de la restructuration des écoles publiques ou de la construction de la caserne de gendarmerie. Il laissera l'image d'un maire attentif et disponible, toujours à l'écoute de ses concitoyens et soucieux de créer du lien social.

En 1998, Jean Mobian est élu conseiller général et contribue, en faisant basculer ce canton à Gauche, à l'élection de Pierre Maille à la présidence du Conseil général.

«**Jean était un mendésite-rocardien**», résume Tino Kerdraon. Il laisse l'image d'un homme à la fois extrêmement rigoureux et toujours attentif au point de vue des autres.



Jean Mobian, premier maire de Gauche de Guilers

Tanguy Prigent : militant antifasciste

Les socialistes de la région de Morlaix vont rendre hommage le 22 janvier, à Saint-Jean-du-Doigt, à Tanguy Prigent à l'occasion du 52^e anniversaire de sa disparition, le 21 janvier 1970. Pour l'occasion, l'ancien ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll, participera à une conférence pour rappeler le rôle essentiel qu'a joué Tanguy Prigent dans l'Histoire agricole bretonne et française.

Maire, conseiller général, député, ministre, Tanguy Prigent, créateur de la section SFIO de Saint-Jean-du-Doigt fut également, tout au long de sa vie, un militant antifasciste, en particulier dans les années 30 et dans la Résistance.

Cette facette du militantisme du «*ministre paysan*» prend une signification particulière, aujourd'hui, tant les points communs sont saisissants entre l'Extrême-droite de l'entre-deux-guerre et celle d'aujourd'hui.

À partir d'avril 1935, Tanguy Prigent, et les socialistes du Finistère, qui cherchaient à organiser la profession agricole, durent faire face à l'offensive des «*chemises vertes*», groupe d'Extrême-droite créée par Henri Dorgères, de son vrai nom Henri-Auguste d'Halluin.

Originaire du Nord, ce personnage se fit une réputation médiatique en écrivant dans le journal agricole basé à Rennes.

Profitant de la crise qui sévissait dans les campagnes, il tenta d'importer en France les mouvements d'Extrême-droite italiens ou allemands. En décembre 1935, il créa, officiellement à Bannalec le mouvement «*défense paysanne*» des chemises vertes après une série de réunions publiques.

C'est à l'occasion de celle qui s'est tenue le 8 avril 1935 à Quimperlé que Tanguy Prigent, venu apporter la contradiction, fut agressé physiquement. Dans une salle pourtant acquise à sa cause, Henri Dorgères a frappé à la tête le jeune militant socialiste. «**Il m'a frappé parce que j'avais déclaré qu'il était salarié du capitalisme**», expliqua Tanguy Prigent dans le *Breton Socialiste*.

En 1944, Henri Dorgères fut condamné à dix années d'indignité nationale. Tanguy Prigent devint, quant à lui, ministre de l'Agriculture.



La Une du Breton socialiste en avril 1935

Agenda

22 janvier

10h 15 : Colloque
sur l'agriculture avec
Stéphane Le Foll
à Saint-Jean-du-Doigt.

Retrouvez-nous sur



Facebook

PS.Finistere

et Twitter

@fede_PS29

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1378 - Vendredi 14 janvier 2022
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :
Yves FORMENTIN-MORY
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39

13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS



Notre ambition culturelle

Clément Sapin

Alors que pour certains la culture française se limite aux classiques du XIX^e siècle et aux vieilles pierres, ce n'est pas un hasard si le premier déplacement d'Olivier Faure en 2022, à Charleville-Mézières, était placé sous le signe de la culture, nous explique Clément Sapin, secrétaire national adjoint en charge de la culture.

Cap Finistère : Pourquoi le premier déplacement du Premier secrétaire était consacré à la culture ?

Clément Sapin : Les socialistes sont viscéralement attachés à la promotion et à la diffusion de la culture. Parce qu'elle est un facteur d'émancipation, elle occupe une place centrale dans notre projet et, bien sûr, dans celui de notre candidate. Elle devrait être au cœur du débat présidentiel, mais force est de constater qu'elle est accaparée par la Droite et l'Extrême-droite qui utilisent ce terme pour cliver, pour exclure pour en faire un élément identitaire, quelque chose de figé. Or, pour nous, c'est tout le contraire. La culture doit être synonyme d'ouverture, de découverte, de partage et surtout pas de replis sur soi. Nous sommes donc, littéralement, engagés dans une bataille culturelle contre la Droite et c'est pour cette raison qu'Olivier Faure a voulu aller à la rencontre des acteurs culturels pour les écouter.

Cap Finistère : Que vous ont-ils dit ?

Clément Sapin : Nous avons rencontré les représentants du Cabaret vert, festival de musique actuelle, et du festival de théâtre de marionnettes. Les structures ont été soutenues et les responsables des festivals sont bien conscients de l'ampleur de la crise.

Mais ils ont particulièrement insisté sur la situation des auteurs plasticiens, en particulier les plus jeunes, qui ont subi les effets de la crise de plein fouet. Les plus précaires en ont été les principales victimes.

Toutes les manifestations ont enregistré des baisses de fréquentation plus ou moins importantes, depuis septembre, et l'année 2022 sera déterminante pour redonner au public l'envie de retourner dans les festivals, les théâtres ou les salles de concerts... C'est sur ce point principalement qu'ils attendent une mobilisation des pouvoirs publics et en particulier des collectivités locales qui jouent un rôle déterminant.

Cap Finistère : On a un peu l'impression que la ministre est aux abonnés absents.

Clément Sapin : Oui, et pourtant, lorsque Roselyne Bachelot est arrivée rue de Valois, elle a suscité beaucoup d'espoir. Enfin, une

ministre influente, se sont dit les représentants du monde culturel. Mais, à part en 2020, pour pousser à l'ouverture des lieux culturels, elle brille plutôt par son absence.



Cap Finistère : Que proposent les socialistes ?

Clément Sapin : Le parti et notre candidate partagent la même ambition culturelle. D'abord, nous devons répondre à l'urgence et donc soutenir les jeunes artistes qui ne disposent pas encore d'un système protecteur leur permettant de traverser des crises comme celle que nous connaissons aujourd'hui. Ceux qui étaient déjà dans une situation précaire se sont retrouvés totalement démunis. Il faut donc inventer un dispositif qui jouerait un rôle de filet de sécurité sans quoi nous aurions une génération sacrifiée.

C'est pourquoi nous prévoyons aussi de mettre en place des bourses artistiques pour les jeunes artistes.

Ensuite, nous voulons organiser le festival France 2025 qui permettra, tout au long de cette année et sur l'ensemble du territoire, de faire découvrir et de mettre en valeur les jeunes artistes.

L'éducation artistique et culturelle sera au cœur du projet culturel d'Anne Hidalgo. Je pense en particulier aux maisons de la culture pour les très jeunes enfants de 0 à 3 ans, à l'image de ce qu'a fait Olivier Bianchi à Clermont-Ferrand. Nous savons tous que les premières années de la vie sont essentielles pour la construction de nos personnalités. D'où l'importance de familiariser très tôt les enfants à la culture.

Nous tirerons le bilan du Pass culture qui est aujourd'hui, principalement, une aide à la consommation de produits culturels qui n'ont peut-être pas nécessairement besoin de ce coup de pouce. Nous regrettons le manque d'ambition de ce dispositif qui ne stimule pas suffisamment la curiosité des jeunes.

« Contrairement à ce que j'entends dire à l'Extrême-droite, et malheureusement aussi dans une partie de la Gauche, la République n'est pas cet éteindre des identités personnelles. La République est tout l'inverse : une formidable multiplicatrice d'identités. Par le truchement de l'éducation et de la culture, elle forme des citoyens capables de passer d'une référence à l'autre et donc d'une identité à l'autre. (...) Qu'est-ce que l'émancipation si ce n'est la possibilité de faire son miel des productions diverses de l'humanité pour continuer à enrichir la culture et l'histoire de France ? »

Anne Hidalgo - Une femme française